

Pour en finir avec le Canada colonial

André Gaulin

Number 81, Winter 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44875ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gaulin, A. (1991). Pour en finir avec le Canada colonial. *Québec français*, (81), 6–7.

Pour en finir avec le Canada colonial

«Nous vous exhortons avec empressement d'avoir recours à un peuple libre, sage, généreux, prêt à vous tendre les bras, à vous affranchir d'un despotisme rigoureux [...] que si vous ne profitez pas de cet avis, vous avez à attendre le traitement le plus sévère qui puisse être permis par le droit de la guerre»

Manifeste de James Murray,
Québec, 14 novembre 1759.

«La tâche la plus pressante, c'était pour ainsi dire de nous décoloniser au jour le jour, en nous prouvant à nous-mêmes et en prouvant aux autres que nous étions capables aussi bien que quiconque de conduire nos affaires. Celles du moins dont il était permis de s'occuper».

René Lévesque,
Attendez que je me rappelle...,
p. 381.

ces étapes qui étaient naguère impensables [...]» (*Attendez que je me rappelle...*). Pourtant il est nécessaire et important de rappeler cela parce que le premier pas de la disparition du colonialisme, n'est-ce pas d'admettre qu'il existe ? Pourquoi, au fait, y aurait-il une honte à admettre que nous avons été colonisés ? N'est-ce pas d'abord et avant tout un fait objectif, un avatar de l'histoire ? La honte ne devrait-elle pas être chez celui ou celle qui opprime ? Qui opprime même avec le discours extérieur de la liberté ?

La Commission Bélanger-Campeau et notre réflexion sur l'avenir politique du Québec ne sont-elles pas des occasions de réfléchir sur notre vécu collectif historique ?

C'était le lendemain de la veille que celui qu'on nous présente comme un gouverneur compréhensif écrivait. Première citation. La veille, c'était le 13 septembre, la guerre perdue des Plaines d'Abraham et, quelques jours plus tôt, le pays mis à feu et à sang. On répugne beaucoup à rappeler cela : le fait colonial, la violence d'une nation (l'anglaise) faite à une autre, la «canadienne». Et faute de la rappeler, Jean Chrétien, qui ne s'est jamais battu pour sa langue, peut affirmer que le Canada nous a été profitable. Ghislain Dufour, un des commissaires de la Commission Bélanger-Campeau, qui a refusé de venir avec le Conseil du patronat au M.F.Q., peut s'associer aussi à André Renault pour tenter de faire peur au monde.

On est bien pudique sur cette sorte de rappel du colonialisme, même au Parti québécois, hormis René Lévesque qui le fit sans ambages à maintes occasions : «quand je songe au chemin que la décolonisation aura encore à parcourir, bien qu'elle ait déjà franchi toutes

Une décennie très importante : un détour fructueux

Cette période de dix ans qui est allée du 20 mai 1980 au 23 juin 1990 a été une large simulation du dialogue séculaire entre deux peuples dits fondateurs du pays ambigu que l'on appelle Canada. Mais que l'on ne se fasse pas d'illusion, le 23 juin, c'est plus que Meech qui est mort (moribond depuis plusieurs mois), c'était le Canada de 1867 lui-même qui avait trépassé. Du moins, pour une majorité de Québécoises et de Québécois. Québec devenait essentiellement et uniquement ce jour-là notre seul port d'attache, d'où tout part et vers où tout va. Ottawa elle-même, comme capitale, n'était plus que la ville de l'Autre. Ce vieux Canada, le premier, le fondamental, avait aussi vécu : celui où les Rocheuses étaient associées à La Vérendrye, où les Grands Lacs étaient les routes d'eau des forestiers et voyageurs, que l'on avait traversé sur des noms indigènes et français, celui à qui l'on avait donné un drapeau, un hymne national et tant d'hommes et de femmes politiques valeureux. Il avait fallu dix ans d'une ultime tentative pour que les Québécoises et Québécois d'un «non» sinistrement arraché comme voulant dire oui se rendent à l'évidence : l'unifolié de leurs érables n'était plus leur drapeau, le «Canada» avait changé de langue, le Canada ne pourrait plus être leur patrie.

Abolir le Canada colonial

Meech n'a été qu'un petit épisode dans les deux siècles de domination, d'inégalité et d'assimilation. En fait, ce qui est présent à chaque tournant de notre histoire, c'est l'événement jamais accepté de ce que l'on a appelé, dans la langue de l'Autre, la Conquête. Comment expliquer autrement 1774, 1791, 1837, 1840, 1848, 1867, 1885, 1918, 1942, et toutes ces dates en ecchymoses qui stigmatisent notre Histoire ? Jamais, non jamais, ce pays qui se pourend d'une charte des droits votée à Londres n'a accordé le statut d'égalité au peuple québécois : inégalité linguistique, inégalité culturelle, inégalité économique, inégalité politique. Jamais le Dominion of Canada n'a su réussir au Québec ce test fondamental de la démocratie : traiter d'égal à égal avec le peuple fondateur de la Nouvelle-France. Tout le reste n'est que de l'esbroufe : seuls les faits parlent et le Dominion of Canada nous a été un lieu de vexations, de souffrance obscure des nôtres, d'humiliation de notre langue et de notre culture. Nous avons toujours dû arracher nos acquis minimes pour essayer de croire à un pays qui nous traduisait mal et tentait par beaucoup de subterfuges (le dernier est C.72) de nous mettre au pas, à son pas.

Mais, heureusement, Meech a aussi servi de révélateur à ce Canada anglais qui commence à se concevoir sans le Québec ou, disons mieux, à côté du Québec. Et la Commission Spicer continuera en ce sens. Car, quoi qu'il arrive, nous serons toujours des voisins et gageons qu'après un mariage forcé, qui n'a pas réussi ni à l'un ni à l'autre, nous pourrions devenir des pays frontaliers amis.

La nécessaire souveraineté : quand un devient deux

Le rapport colonial vient donc de prendre fin aux yeux des Québécoises et des Québécois. Désormais, nous répondrons pour nous-mêmes. Nous nous représenterons nous-mêmes. Jamais plus Pierre Elliott Trudeau ne viendra nous dire cyniquement que le Québec français est mieux défendu et protégé dans la capitale anglo-saxonne d'Ottawa qu'à Québec.

Désormais, nous parlerons sans autorisation, sans loi 22, 101 ou 178, sans C.72, et nous parlerons français, une langue qui reste une grande langue de dialogue international. Nous récupérerons désormais tous nos impôts pour les faire fructifier selon notre culture et pour son avantage et sa promotion et non plus sa survie, nous serons nos propres leviers économiques et briserons une fois pour toutes un Traité de Paris qui, en 1763, nous coupait du monde de l'administration, du commerce et de l'industrie. Nous entendons donc fixer le passé une fois pour toutes au lieu de constamment devoir nous y référer. Dorénavant, nous n'aurons plus à nous excuser d'être Québécoises et Québécois, ce sont nos interlocuteurs qui deviendront plutôt gênés d'ignorer qu'il y a un nouveau pays en Amérique du Nord. Oui, dorénavant, c'est l'avenir qui nous intéresse, celui d'un Québec souverain, démocratique et français, un pays parmi les autres.

Notre premier capital : les femmes et les hommes du Québec

C'est donc dire que le 23 juin 1990 (et avant, à cause de cette «mesquinerie» d'un Canada anglais buté -ou colonial ?, qui accordait si mal presque rien), ce jour-là s'est définitivement cassé le ressort de la mécanique douteuse qui avait relié deux langues, deux cultures et deux économies antinomiques. De l'économie justement, il importe de dire que le peuple québécois, ses femmes, ses hommes, ses jeunes trop souvent chômeurs, forme notre premier et essentiel capital. Il est dorénavant temps de mettre fin à ce gaspillage séculaire de l'énergie des nôtres pour des luttes absurdes et épuisantes en faveur de leur langue, de leur culture, de leur manière de voir l'Amérique et le monde. Tout ce capital extraordinaire sera dorénavant utilisé à nous représenter dans le monde. Dorénavant, le Québec redevient sujet et actant de son histoire. La Conquête de 1759 n'a pas fonctionné. Fin de cette guerre. L'épilogue doit parler de deux pays qui en émergent, le Québec et le Canada. Camille Laurin avait raison de dire, au moment de la troisième lecture de la loi 101 en août 1977, que nous sommes un peuple qui a «beaucoup mérité de lui-même». Et René Lévesque, en 1976, que «nous sommes quelque chose comme un grand peuple». Appelé à s'autodéterminer.

Notre première économie : choisir de naître

Il ne faudrait pas que notre réflexion sur l'avenir du Québec devienne l'occasion de calculs mesquins sur le fait que nous avons ou

non les moyens de venir au monde. Nous sommes au monde, nous le sommes tels que nous sommes et le monde aussi nous appartient. S'il est vrai de dire que l'économie conditionne nos choix, elle ne doit surtout pas conditionner notre nature profonde. À écouter certaines personnes par les temps qui courent, la culture n'est qu'une bébelle, la langue un colifichet : le Québec français n'est pas une Saint-Vincent de Paul qui peut se donner bonne conscience après s'être trahie. C'est plutôt la culture qui conditionne l'économie, et des mouvements comme Desjardins l'ont brillamment prouvé. L'indépendance, affirmons-le bien haut et fort, n'est pas un danger pour nous, elle est un préalable, un capital de base, une assise de mouvement et de décision, un lieu d'échange et d'intervention, une condition de pouvoirs délégués.

La nature, a-t-on dit, a horreur du vide. C'est pourquoi le Québec doit choisir une solution efficace et durable qui lui donne son unité, sa dynamique et sa pérennité. Un peuple ne refait pas une réflexion sur son destin tous les dix ans. Nous avons assez souffert des demi-pouvoirs, des juridictions ambiguës, des services bipolarisés. Nous avons assez payé de n'être qu'une partie de nous-mêmes. Choisissons le tout. L'indépendance doit devenir le point d'appui de notre prospérité. Rien de moins. Et merde aux petits comptables... qui ne peuvent miser sur une magnifique aventure.

Nous croyons en fin de compte, avec une grande partie de nos compatriotes, que l'indépendance est la plus belle chose qui peut nous arriver, le cadeau nécessaire que nous pouvons nous faire. Elle n'est pas la fin d'une histoire : elle devient son recommencement. Comme tous les peuples de la terre, nous devons d'abord ne compter que sur nous-mêmes, ne plus nous en prendre à l'Autre ou à l'Histoire. Pour le reste, à cause de notre tradition de solidarité et de partage, nous pouvons espérer que le Québec nous sera plus habitable et le monde plus fraternel.

Place au grand vent ! Que les frileux s'habillent. Après tout, un Québécois ou une Québécoise sur deux n'a-t-il pas attendu depuis le 21 mai 1980 que nous soyons une majorité de plus des deux tiers à vouloir l'indépendance ? À chacun son tour d'être démocrate... et à tous et toutes de poursuivre l'histoire du Québec ●